



## Le site Progreso Semanal souligne qu'Obama a des arguments pour changer la politique à l'égard de Cuba



Washington, 9 avril (RHC/PL)- Les révélations sur le programme subversif « Zunzuneo » faites par l'agence de presse étasunienne AP, Associated Press, permettent aux États-Unis un éventuel réajustement de leur politique envers Cuba » souligne un article paru sur le site [www.progresosemanal.us](http://www.progresosemanal.us).

Signé par le journaliste Jorge Armas sous le titre « L'enquête journalistique de l'AP : qui aide-t-elle? », l'article précise qu'en matière de politique ce qui filtre a des objectifs, des conséquences et des précédents.

L'article aborde l'enchevêtrement de la politique de Washington contre La Havane et la participation du sous-traitant étasunien Alan Gross à un programme subversif de l'USAID, l'Agence Étasunienne pour le Développement International contre Cuba.

L'enquête de l'AP décrit Alan Gross comme « un sous-traitant étasunien (...) condamné après s'être rendu de façon répétée à l'île pour accomplir une autre mission clandestine de l'USAID » ce qui revient à reconnaître le bien-fondé de l'argument cubain dans l'affaire » souligne Progreso Semanal.

Jorge Armas ajoute dans son article que l'enquête poussée menée par l'AP a été publiée 4 semaines avant le mois de mai, au cours duquel, en général, le Département d'État des États-Unis rend publique la Liste de Pays qui, de l'avis de Washington, promeuvent le terrorisme dans le monde et dans laquelle Cuba est incluse systématiquement sans aucune justification.



---

« Cela arrive -souligne Jorge Armas dans son article- au moment où le regard de l'opinion internationale sur le pays caribéen est en train de changer et où un nombre croissant de pays appuient et légitiment les réformes qu'entreprend le gouvernement cubain, ce qui a été mis en évidence, par le soutien de l'Amérique Latine, lors du 1er Sommet de la CELAC, la Communauté des États Latino-américains et caribéens qui s'est tenu en janvier 2013 à La Havane.

L'article ajoute que celle-ci est la même Amérique Latine qui a dit aux États-Unis qu'il n'y aura pas de Sommet des Amériques sans la présence de Cuba, ce qui a placé la politique internationale et le Département d'État dans un carrefour de légitimité régionale aux portes de la réunion du Panama de l'année prochaine.

L'article souligne que la politique étasunienne envers Cuba n'a plus de sens et que la clameur mondiale contre le blocus et en faveur de l'établissement de contacts, placent l'administration Obama dans une alternative très sérieuse : reconnaître que sa politique contre Cuba a échoué et que son projet de changement de régime viole même les lois étasuniennes.

« Le gouvernement des États-Unis doit nécessairement prendre des mesures en ce qui concerne un changement de politique envers Cuba permettant de changer une relation de guerre sans fondement qui dure depuis plus de 50 ans déjà » souligne Jorge Armas dans son article.

« Les États-Unis ont devant eux la nécessité de reconduire leur politique internationale envers l'Amérique Latine et toute décision à cette fin passe par Cuba » souligne le texte.

Jorge Armas ajoute que les révélations de l'AP apportent le cadre du désastre politique nécessaire sur lequel l'administration étasunienne pourrait s'appuyer pour éliminer Cuba de la liste de pays qui promeuvent le terrorisme et pour décréter une licence générale permettant aux Étasuniens de voyager à Cuba sans entraves exagérées, entre autres actions.

« Ces deux mesures -ajoute l'article- quoique insuffisantes, sont les plus expéditives et sont celles que l'Exécutif étasunien peut prendre sans avoir à consulter le Congrès.

D'autre part, l'article de Jorge Armas ajoute que les forces du pouvoir aux États-Unis se sont rendues compte du fait que leurs relations

avec Cuba doivent changer, bien que pour arriver à cette conclusion, elles doivent assumer la honte que représenterait la mise au grand jour de l'échec de leur politique.

« Le moment est venu d'être Président, le moment est venu de mener une politique différente » souligne enfin l'article.